Séance publique du 11 septembre 2006

Délibération n° 2006-3591

commission principale : développement économique

objet : **Convention de coopération décentralisée avec la ville de Nikolaïev (Ukraine)**

service : Direction générale - Direction des relations internationales

Le Conseil,

Vu le rapport du 23 août 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Depuis 2004, la Communauté urbaine poursuit ses efforts pour lancer des coopérations avec les anciennes républiques de l'Union soviétique situées en Europe orientale. En Ukraine, cette démarche, soutenue par l'ambassade de France à Kiev, a débouché sur des relations suivies avec la ville de Nikolaïev.

A la fin de l'année 2004, l'Ukraine a connu de profonds bouleversements à l'occasion des élections présidentielles. A la suite d'une fraude massive et à la pression populaire de la Révolution orange, la Cour suprême en a annulé les résultats et a déclaré vainqueur Viktor Louchtchenko, pro-Europe et libéral. Les dernières élections législatives, qui se sont déroulées le 26 mars 2006, ont été à nouveau le théâtre de tensions politiques qui divisent le pays. Toutefois, malgré une situation encore instable et après les changements engendrés par la Révolution orange, le contact a été renoué avec la nouvelle équipe municipale de Nikolaïev.

Créée en 1789 sur le delta du fleuve Bugsy et de la rivière Ingul, au bord de la mer Noire, la ville de Nikolaïev se situe à environ 600 kilomètres au sud de Kiev, la capitale et à 150 kilomètres à l'est d'Odessa. Nikolaïev compte près de 480 000 habitants. Il s'agit d'une ville dynamique en plein développement économique, dotée d'un important potentiel industriel (dont les chantiers navals et la présence de Lactalis, groupe Besnier, marque Président).

Après la signature, en septembre 2004, d'un protocole d'intentions entre Vladimir Chayka, maire de Nikolaïev, et Alain Joly, vice-président de la Communauté urbaine, il était convenu d'aider la ville de Nikolaïev dans la gestion de son parc municipal de logements. C'est dans ce domaine, en effet, que la municipalité connaît le plus de difficultés. La ville est propriétaire de 3 200 immeubles majoritairement de cinq et neuf étages, voire seize, soit plus de 122 000 logements et 6 millions de mètres carrés habitables. 87 000 logements sont privatisés mais les fondements juridiques de la propriété restent flous, notamment quant aux parties communes. Dans l'ensemble, le parc a été peu entretenu depuis la Pérestroïka, soit environ vingt ans. Le second œuvre et les toitures sont vétustes, les maçonneries en briques résistent bien mais les infrastructures en béton sont en mauvais état. Indépendamment des aspects techniques, la municipalité cherche une méthode de gestion efficace.

Après deux années d'échanges informels, marquées par plusieurs missions de monsieur le vice-président Alain Joly, les deux parties souhaitent aujourd'hui établir une convention de coopération décentralisée afin, d'une part, de développer les relations d'amitié et d'échanges entre les habitants des deux collectivités, d'autre part, d'établir un partenariat direct dans les domaines techniques de compétence communautaire suivants :

- le logement : rechercher un mode de gestion efficace,
- la voirie publique : transfert de savoir-faire en matière de rénovation des voiries communales,
- la propreté : aide à la gestion des déchets ménagers.

L'évolution politique de l'Ukraine n'a en rien modifié la volonté de coopération entre les deux collectivités. Il reste maintenant à faire vivre le projet par la signature d'une convention de coopération décentralisée qui pourrait établir un partenariat stable et durable. Le partenariat avec Nikolaïev pourrait permettre à l'agglomération lyonnaise de se positionner ultérieurement sur le plan économique face à un pays en évolution rapide.

Dans le cadre de la convention de coopération, objet de la présente délibération, la Communauté urbaine s'engagerait, auprès de la ville de Nikolaïev, à mettre à disposition des experts dans les domaines concernés et en organisant des stages de formation pour ses agents. La ville de Nikolaïev s'engagerait à faciliter les missions des experts de la Communauté urbaine, notamment dans le cadre de leurs déplacements, par la mise à disposition de véhicules et de tout moyen utile au bon déroulement de leurs missions. La convention porterait sur trois années, reconductible par accord réciproque des deux parties.

La dépense correspondante, pour la Communauté urbaine liée à l'exécution de la convention, est estimée comme suit :

- les missions d'experts	8 800 €
- la formation du personnel de la ville de Nikolaïev	8 800 €
	<hr/>
total annuel	17 600 €
total sur les trois années de la convention	52 800 €

Le ministère des affaires étrangères serait sollicité, pour contribuer au financement de cette coopération, à hauteur de 50 % ;

Vu ledit dossier ;

Vu la loi du 6 février 1992, les articles 131 et suivants ;

Oùï l'avis de sa commission développement économique ;

DELIBERE

1° - Approuve le programme de coopération décentralisée entre la ville de Nikolaïev (Ukraine) et la Communauté urbaine.

2° - Autorise monsieur le président à signer la convention de coopération à intervenir et à solliciter l'aide de l'Etat.

3° - La dépense qui en résultera sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2006 et suivants, à savoir 17 600 € par an sur la période 2006 à 2008 - compte 625 600 - fonction 04.

4° - Les recettes éventuelles, en provenance du ministère des affaires étrangères, seront portées au budget principal de la Communauté urbaine - compte 747 180.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,